

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 55 - VENDREDI 08 JANVIER 2010

## Et si on se souhaitait une bonne année ? 2010 peut-elle être pire que 2009 ?

### LE MERLE MOQUEUR

Je ne voudrais pas dire, mais Al-Qaida a pris à brûle-pourpoint le relais de la grippe A. Et c'est fou comme un attentat raté peut être réussi... ●

### AGENDA MILITANT

→ 9 janvier

Paris Assemblée générale de la fondation Copernic

→ 11 janvier

Paris Mondialisation, nationalismes et guerres : perspectives féministes.

Féminisme, nationalisme et politique de dévoilement : histoire et controverses

→ 23 janvier

Paris Rencontre Forum social sciences et démocratie

### À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ AG de l'ACU : les actes

→ Changeons le système !  
Pas le climat !

→ Réforme managériale  
et sécuritaire de l'école

**C**auchemar et gueule de bois de lendemain de fête. Cerise sur un gâteau mal digéré ! La droite distille son venin. Le débat sur l'identité nationale, de dérapage en dérapage, participe à « désolidariser » la société, à empêcher les identités de classe pendant que les mesures gouvernementales détricotent ce que les luttes, les rapports de force politiques avaient permis de tricoter sur le dos du capitalisme.

Deuxième cerise sur le gâteau : il est difficile de trouver de l'enthousiasme dans cette période de « négociation », de discussion pour la constitution de liste « ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologique et citoyennes ». Moments incontournables, mais moments peu mobilisateurs quand alternent bonnes et mauvaises nouvelles, difficultés, déception et pas en avant...

Mais alors pourquoi cette envie d'en découdre, de faire campagne ? Pourquoi ce rêve d'un bon score pour des listes rassemblant la diversité de celles et ceux qui veulent contester le capitalisme, proposer des régions solidaires, utiles pour un développement harmonieux des êtres humains et de l'environnement ? Un bon score pour changer les rapports de force à gauche et battre la droite partout.

Certainement les vœux reçus d'un camarade qui cite Karl Marx dans le *Capital* : « *Sur terrain plat, de simples buttes font effet de collines.* » On ne va donc pas buter sur des buttes, des petites buttes !

Je fais le pari qu'il y a plus à gagner, au milieu de toutes ces turpitudes, qu'à perdre. Gagner une nouvelle expérience collective concrète sur une campagne à l'échelle nationale, régionale comme locale avec la diversité des partis, mouvements, organisations et individus qui cherchent à se rassembler.

Je fais le pari que l'expérience de contacts entre militants communistes, PG, de la FASE, écologistes, alternatifs, des quartiers, de la minorité du NPA, du PCOF... ainsi que l'expérience d'initiatives communes, de rencontres entre réseaux différents peuvent créer les conditions d'une dynamique de campagne. Nous semons pour faire des pas supplémentaires demain.

J'ai la certitude qu'il vaut mieux faire un pas en avant, plutôt que deux pas en arrière pour engager 2010 sur nos objectifs transformateurs.

● PATRICE LECLERC

# L'«échec» de Copenhague... et maintenant ?

## Après l'échec de la conférence internationale, quelle stratégie pour ceux qui veulent une alternative sociale et écologique ?

**D**ans le flot de commentaires consécutifs à l'échec de la conférence de Copenhague coexistent différentes explications concernant ses causes. L'enjeu n'est pas mince : elles préfigurent les propositions politiques pour la suite. Beaucoup s'accordent pour souligner qu'en lieu et place d'un engagement contraignant, chiffré en termes de réduction de l'émission de gaz à effet de serre, le texte paraphé – qui n'a pas valeur de traité international – ne formule qu'un objectif général... D'autres, et parfois les mêmes, estiment qu'un objectif global, même sans déclinaison d'objectifs intermédiaires précis, constitue une visée commune appréciable : un pas vers l'idée que la communauté mondiale dans son ensemble se mobilise

en faveur des biens communs de l'humanité (la planète, l'environnement, les ressources naturelles). Sur ce point, on objectera qu'en ces temps où la parole politique est sujette à caution, un objectif global est totalement insuffisant : seuls des engagements contractuels opposables permettent d'énoncer clairement les responsabilités et d'évaluer l'action.

### **Les Etats puissants n'ont pas voulu s'engager et leurs négociateurs n'ont pas eu les mandats pour marquer des engagements nouveaux dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ils ont donc saboté le travail de l'ONU.**

Quand le président-directeur général de la France se fait le garant de la solidarité nationale, nous ne nous satisfaisons pas de ses paroles : nous le mettons au pied du mur sur des questions concrètes.

### **L'ONU, bouc émissaire des puissants**

Certains se sont précipités à souligner les « limites du gouvernement mondial » (titre du *Monde* du 20 décembre), notamment

le fait que l'ONU serait apparue comme n'ayant pas l'autorité nécessaire pour imposer un accord marquant des avancées significatives. Et la presse de souligner comment les négociations se sont enlisées durant les deux ans de préparation de la conférence, puis comment elles ont achoppé durant la conférence entre spécialistes, puis entre ministres, puis enfin entre chefs de gouvernements. Mais il existe une grosse ambiguïté sur ce thème, qui consiste à ne pas distinguer ce qui relève du principal et ce qui est second.

Les uns déplorent le pouvoir exorbitant que se sont octroyé une nouvelle fois les Etats les plus riches, sur le dos du système onusien. D'autres, au contraire, estiment qu'il est à l'avenir nécessaire de confier la conduite des affaires mondiales aux quelques nations qui pèsent le plus lourd dans le portefeuille capitaliste mondial : comme chacun sait, cette avant-garde éclairée – les Etats-Unis, la Chine, avec d'autres, veulent croire certains qui espèrent en être – est à même de dire ce qui est bon pour l'humanité tout entière. En fait, l'essentiel est là : les Etats puissants n'ont pas voulu s'engager et leurs négociateurs n'ont pas eu les mandats pour marquer des engagements nouveaux dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ils ont donc saboté le travail de l'ONU, bloquant les possibilités d'avancées. Vient alors la farce médiatique concernant la complexité du dispositif onusien, qui ne fonctionnerait pas et serait donc responsable du fiasco... En quelque sorte, il faudrait faire fi du fait que le monde est multipolaire, que les solutions aux grands problèmes de la planète sont obligatoirement mondiales et polymor-

#### **LES PUISSANTS CONTRE L'ONU**

Il semble insupportable aux puissants qu'en dépit des coups de boutoirs contre sa légitimité et du grignotage constant de son rôle au service de la communauté internationale – au bénéfice notamment du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, qui échappent à son contrôle –, l'Organisation des Nations unies continue d'être au cœur des débats et des choix politiques internationaux. Cela ne veut pas dire pour autant qu'une transformation de l'ONU ne soit pas nécessaire, au contraire. Il s'agirait notamment de rompre avec le poids démesuré du Conseil de sécurité et de l'ouvrir à la participation des sociétés civiles. « *Moins de logique intergouvernementale et moins de marché; davantage de droit international, de démocratie et de bien commun: voilà ce que pourraient être des pistes d'avenir* », soulignent Roger Martelli et Clémentine Autain, dans le dernier édito de *Regards*.

phes, renoncer à des processus démocratiques et s'en remettre à la sagesse des plus riches, par souci d'efficacité.

Qu'on explique alors pourquoi les Etats les plus riches ne mobilisent pas d'ores et déjà leur bonté fondamentale pour le développement humain, la lutte contre les grandes épidémies, et n'ont pas d'ores et déjà adopté les mesures qui dépendent d'eux! On aimerait savoir ce que suggère l'éditorialiste du *Monde* lorsqu'il écrit que « décider à 192 » serait « une procédure onusienne inapplicable et totalement inadaptée »? On ne peut que constater l'alignement du quotidien du soir sur la position de Sarkozy.

Sous-débat dans ce débat sur les responsabilités: le rôle et les responsabilités de l'Union européenne. Deux positions au moins se font jour sur le sujet. La première consiste à souligner le faible poids de l'UE dans la conférence, alors même que l'Europe avait montré la voie d'une mobilisation mondiale en adoptant des objectifs contraignants de réduction de l'émission des GES: il faudrait renforcer à l'avenir son rôle politique. La seconde part du même constat pour justifier le choix de jouer la carte des « Etats forts » au sein de l'Union, quitte même à personnaliser l'enjeu politique, comme l'a fait Nicolas Sarkozy à trois mois des élections régionales en France. Malgré sa virilité à toute épreuve, Monsieur Muscle n'aura même pas sauvé les apparences. Pour notre part, nous soutenons que les jeux nationaux et les ego des politiciens européens ont nui et nuisent considérablement au rôle politique que pourrait jouer l'Union.

### Lobbying et rapports de force

Un autre aspect du bilan concerne la « société civile » mondiale, le rôle des ONG et le rapport de force pour imposer des politiques en rupture avec le laisser-faire du libéralisme économique. Certains soulignent que la sensibilisation des opinions publiques aux enjeux environnementaux constitue un puissant levier pour l'action des chercheurs et pour asseoir la légitimité internationale des militants spécialistes de l'environnement.

### L'EXPERIENCE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Dans les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui, la mobilisation des chercheurs et des activistes a permis d'obtenir sur le plan mondial une mobilisation conséquente pour le développement de l'accès aux soins et aux moyens de prévention. Le rôle des associations pour la sensibilisation des citoyens, pour l'interpellation des pouvoirs publics et de l'industrie pharmaceutiques a été majeur. Les conférences internationales pilotées par l'ONU et son organisme de lutte contre le VIH – ONUSIDA – fonctionnaient comme un puissant moyen de contrainte sur les Etats et les grandes firmes. Sans cette action, la lutte contre la pandémie du sida serait restée marginale, et la pandémie aurait sans nul doute poursuivi sa courbe exponentielle.

Reste que 70 % des malades qui en ont aujourd'hui besoin n'accèdent toujours pas aux soins, souligne par exemple Médecins sans frontières. Et les enjeux cruciaux pour « une société sans sida », de mise en place de services publics de santé et de développement de systèmes de protection sociale, accessibles à tous et partout, sont devant nous. Autrement dit, la lutte contre le sida a permis d'obtenir des victoires importantes en tant que lutte spécifique, mais elle n'a pas permis des avancées de civilisation.

ment. Mais d'autres – nous en sommes – estiment que cette légitimité n'égale pas l'organisation des rapports de force face à des Etats puissants et aux lois du marché: que pèsent ces militants lorsque les ca-

### Au-delà de la jonction positive entre les mouvements écologistes et les altermondialistes, des avancées écologistes sont-elles possibles sans l'instauration de rapports de force populaires ?

méras ne sont pas là, c'est-à-dire presque toujours ?

Là vient la question de la mobilisation citoyenne. Certes, comme l'a souligné Hervé Kempf dans *Le Monde*, on a vu qu'une certaine jonction s'est opérée entre les ONG écologistes et les mouvements altermondialistes, avec l'émergence d'un discours politique prenant en compte conjointement les enjeux sociaux et les enjeux écologiques. Mais en réalité, sauf la manifestation à Copenhague pendant la conférence (100 000 participants) et la mobilisation sur place au sein du KlimaForum (réunissant 300 organisations), les mobilisations ont été erratiques, ponctuelles, même lorsqu'elles étaient unitaires. Vient alors logiquement cette question: des avancées écologistes sont-elles possibles sans l'instaura-

tion de rapports de forces populaires ? Notre propos n'est pas de minorer le rôle des ONG et des chercheurs. Au contraire, on leur doit la sensibilisation actuelle des opinions publiques et l'interpellation des gouvernements. Leur rôle d'alerte est évident. Leur expertise, incluant la mise en question de la confiscation des savoirs

par les spécialistes « officiels », est nécessaire. Mais il existe un leurre redoutable: croire que l'action des ONG, en somme par une sorte de délégation des opinions publiques, pourrait remplacer l'action citoyenne de masse.

Un rapprochement avec les avancées et les limites de la lutte contre le sida peut être utile (cf. l'encadré). Et l'on doit souligner qu'avec la lutte contre le réchauffement climatique, nous ne sommes pas « seulement » face à un problème spécifique nécessitant des moyens importants mais limités, mais face à des choix globaux, au cœur desquels le changement du système de production constitue un changement de système économique tout court.

● GILLES ALFONSI

### LIMITES DU LOBBYING

Dans son analyse de « Flopenhague », Maxime Combes (Aitec-IPAM et Urgence Climatique Justice Sociale) écrit notamment : « *Le lobbying climatique a atteint ses limites. (...) Il est bien entendu possible de se lamenter de l'inaction des puissants, de leur aveuglement et de leurs mensonges. (...) [Mais le flop de Copenhague] montre en creux les limites des actions de plaidoyers et de lobbying. Preuve semble faite que la maîtrise de l'expertise technique et l'interpellation des opinions publiques par opérations de communication ou mass media ne suffisent pas à obtenir des décisions à la hauteur des enjeux. Se retrouver en tête à tête avec les décideurs sans disposer du rapport de force social nécessaire pour imposer ses solutions revient à espérer que seul l'intérêt général dicte les décideurs de ce monde. C'est peu probable dans le cas général, ça l'est encore moins lorsque la real-géopolitique s'invite au cœur des négociations. Et dans la mascarade que nous venons de vivre, les ONG qui s'étaient concentrées sur le lobbying interne semblent à la fois démunies et abattues. Entendons-nous. Le propos n'est pas de conclure que le lobbying et la communication sont inutiles. Mais qu'ils ne peuvent être fructueux que pensés dans la construction d'un rapport de force social ne transigeant pas avec les véritables objectifs de transformation du monde dans lequel nous vivons ».*

## “System Change – not climate change”

### Synthèse de la « déclaration des peuples » adoptée lors du KlimaForum à Copenhague.

Il existe des solutions à la crise climatique. Ce dont les populations et la planète ont besoin, c'est d'une transition juste et durable de nos sociétés vers un modèle qui garantisse le droit à la vie et à la dignité de tous les peuples et transmette une planète plus fertile et des vies plus enrichissantes aux générations futures.

Nous, les participants, communautés et organisations du Klimaforum09 à Copenhague, appelons toute personne, organisation, gouvernement et institution, y compris les Nations unies (ONU), à contribuer à cette nécessaire transition. Ce sera un vrai défi. La crise actuelle revêt des aspects économiques, sociaux, environnementaux, géopolitiques et idéologiques, qui interagissent et se renforcent mutuellement, de même qu'ils renforcent la crise climatique. Pour ces raisons, nous appelons d'urgence à des actions pour le climat :

→ Un abandon complet des carburants fossiles dans les trente prochaines années, avec des objectifs chiffrés contraignants dans un délai de cinq ans. Nous demandons une réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre (GES) des pays industrialisés d'au moins 40 % par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2020.

→ La reconnaissance, le paiement et la compensation de la dette climatique, due à la surconsommation de l'espace atmosphérique, et des effets néfastes sur tous les groupes et populations concernés.

→ Le rejet des fausses solutions techniques et des solutions basées sur le marché, qui représentent un danger, telles que l'énergie nucléaire, les agro-carburants, la capture et le stockage du carbone, les mécanismes de développement propre, le « charbon vert », les graines « génétiquement adaptées » au climat, la géo-ingénierie et le mécanisme REDD (Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation forestière), qui aggravent les conflits sociaux et environnementaux.

→ De vraies solutions à la crise climatique basées sur une utilisation sécurisée, propre, renouvelable et durable des ressources naturelles, ainsi qu'une transition vers une souveraineté alimentaire et énergétique, foncière et sur les ressources hydriques. Par conséquent, nous demandons à la COP15 de conclure un accord qui engagera le rétablissement de l'équilibre environnemental, social et économique de la planète par des moyens environnementalement et socialement durables et équi-

tables, et finalement d'aboutir à un traité légalement contraignant.

→ Les impacts négatifs du changement climatique provoqué par l'activité humaine entraînent de graves violations des droits de l'Homme. Les nations sont tenues de coopérer à l'échelle internationale afin d'assurer le respect des droits de l'Homme partout dans le monde dans le cadre de la Charte des Nations unies. Un accord spécifique concernant le changement climatique doit être intégré dans un contexte plus large, celui de l'accomplissement d'une transition durable de nos sociétés.

Nous, les peuples et organisations participants au Klimaforum09, nous nous engageons à continuer de promouvoir pleinement et activement une telle transition, qui implique un changement fondamental dans les structures sociales, politiques et économiques et une résorption des inégalités et injustices liées au genre, aux classes sociales, à la race, aux générations ou aux origines.

Cela implique le rétablissement de la souveraineté de nos communautés locales en tant qu'unités sociales, politiques et économiques fondamentales. La propriété et le contrôle local et démocratique, l'accès aux ressources naturelles sont la base d'un développement significatif et durable des communautés et permettent la réduction simultanée des émissions des gaz à effet de serre. Il y a aussi un besoin de renforcer des accords coopératifs régionaux et internationaux afin de gérer les ressources communes et partagées. Enfin, une ONU plus forte et plus démocratique est plus que jamais nécessaire. Nous appelons tous les citoyens, ainsi que tous les mouvements sociaux, culturels, politiques ou économiques à nous rejoindre dans la construction d'un mouvement des mouvements, qui peut faire progresser les visions et les revendications des populations à tous les niveaux de la société. Ensemble, nous pouvons transformer les transitions globales en futurs durables. ●

Retrouvez le texte intégral sur le site [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

Cerises est édité  
par les Communistes unitaires  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)  
Noyau : Gilles Alfonsi  
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,  
Philippe Stierlin, Roger Martelli,  
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.



# Confitures et déconfitures : *Chronique*

## On dirait le Sud

Il règne en métropole un climat si délétère que je suis allé passer les fêtes en Nouvelle-Calédonie, contrée à laquelle je suis depuis longtemps attaché. A chacun de mes voyages, je vois que le pays, fragile, change. Transfert des compétences pour les routes, la santé, l'environnement, l'économie, l'éducation, la formation... il acquiert (à pas comptés) son autonomie, nous rappelant qu'un peuple n'a que ce pour quoi il se bat. Il faut faire confiance à tout ce qui se mobilise en son sein, dans toutes les composantes de cette société et singulièrement dans le peuple kanak, pour construire un avenir post-colonial. Ce pays finira bien un jour par accéder à l'indépendance politique. Un référendum d'autodétermination doit avoir lieu entre 2014 et 2018. On envie au fond ce pays qui invente, fut-ce de manière chaotique, un destin commun quand en métropole on ne fait que détruire, amoindrir, raboter, exclure, stigmatiser... Et que l'on se demande dans quel état Sarkozy laissera la France en 2012.

Dire cependant que tout va bien sous ces cocotiers serait faire preuve d'angélisme. Certains se sentent floués par les accords de Nouméa (1998). D'autres en profitent. Par ailleurs, en plus de la question de l'indépendance politique et économique, le pays est confronté à des questions aiguës. Il en va ainsi de la lutte contre les inégalités sociales (qui ne sont pas inventées par ces affreux syndicalistes de l'Union syndicale des travailleurs kanak et exploités – USTKE) et pour les droits sociaux, la question des transports en commun (catastrophiques à Nouméa), celle des déchets. Ces questions traversent toute la société calédonienne, côté indépendantiste et côté loyaliste. Et puis il y a ce rééquilibrage, entre le Nord de l'île et le Sud, qui n'a pas eu lieu. Enfin, les enjeux écologiques (gestion de l'eau, pollutions dues aux nouvelles usines d'exploitation du nickel...) deviennent majeurs. Et ce n'est pas le classement du lagon calédonien, à grand renfort de publicité, au patrimoine mondial de l'Unesco qui empêchera les capitalistes (brésiliens au Sud et canadiens au Nord de la Grande Terre) d'exploiter le minerai en salopant le plus beau lagon du monde. Parfois le Nord, comme le chantait Nino Ferrer (né sur le Caillou), « *on dirait le Sud.* »

En Calédonie-Kanaky, on peut faire l'autruche la tête dans le sable blanc de l'île des Pins ou de la baie des Citrons... Joyeux tropiques ? La France gère ici sa dette coloniale. Elle a encore des lignes à la colonne débit. Il existe ainsi près de l'ancien, bagne de Nouméa (où a « vécu » Louise Michel), pas loin de la presqu'île de Nouville, une prison qui vaut son pesant de noix de coco. Elle s'appelle le « Camp-Est », ce qui montre le progrès sémantique accompli depuis 1871. Cette prison détient deux records, à la gloire de la France, qui n'a pas encore transféré ses compétences en matière de justice. D'une part, c'est l'une des prisons les plus perméables de la République : 16 évasions en 2009 (sur 434 détenus.) La cavale de décem-



bre fut à l'ancienne, façon XIX<sup>e</sup> siècle : des draps noués depuis la fenêtre de l'une des cellules. Cela a fait marrer (presque) tout le monde. Ah ! du temps du bagne des Communards, à relire la mère Michel, ça rigolait moins. Il y avait des effectifs. D'autre part, cette prison de 192 places (soit une surpopulation carcérale de 226 %) (1) est un modèle d'humanité. « *Le Camp-Est est le reflet de ce qui se fait de pire en matière de conditions de détention. Elle concentre à la puissance dix, les points négatifs que l'on trouve dans bon nombre de prisons françaises* » dénonce François Bes, membre de l'Observatoire international des prisons (OIP), qui a aussi saisi le Comité pour

la prévention de la torture du Conseil de l'Europe. A 22000 km de Paris, la France traite toujours aussi bien son (ex-)colonie.

Gérard Jodar, président de l'USTKE et ses autres compagnons syndicalistes y sont en revanche bien gardés. Bien ? C'est aller un peu vite en besogne. Julien Vaiagana, 33 ans, a été libéré en novembre après 6 mois d'incarcération. Il raconte. Durant 23 heures sur 24 il a vécu dans une cellule de 13 m<sup>2</sup> pour six personnes, où l'on

doit manger et circuler à tour de rôle, au milieu de la chaleur, des cafards et des moustiques. Les toilettes : des WC à la turque, entourés d'un petit muret, qui font office de douche en récupérant l'eau de la chasse avec un bidon en plastique. La nourriture : des plats (les mêmes chaque semaine) servis froids dans des barquettes en inox et un fruit ou un gâteau sec. Une pétition a été signée le 22 novembre suite au service de flagelolets tournés. La cour du Camp-Est est pleine de nourriture que jettent les détenus. Julien Vaiagana a eu une gastroentérite pendant deux mois et n'a vu le médecin qu'au bout de quatre jours. Il a eu une rage de dent : il n'a jamais vu de dentiste. Il a perdu 15 kilos en six mois (*les Nouvelles Calédoniennes*, 11 décembre 2009).

Ces condamnations ont fait suite à un conflit avec la compagnie domestique Air Calédonie dans lequel l'USTKE s'était illustrée en occupant un avion de l'aérodrome de Nouméa. Le tribunal a eu la main très lourde. Il fallait faire des exemples. Au point de départ : une histoire d'adultère, une employée d'Air Calédonie ayant été licenciée en mars pour avoir révélé à sa mère que son père se trouvait à bord d'un avion en compagnie de sa maîtresse. Après plusieurs actions de l'USTKE, l'employée kanak a finalement été reclassée et le syndicat a réclamé le paiement des jours de grève. Un accord avait été trouvé le 11 juin avec la direction du travail mais le président d'Air Calédonie, Nidoïsh Naisseline, grand chef de Nécé (île de Maré) a refusé de le signer, ce qui a rallumé la mèche. Les droits collectifs des exploités, le service public du transport aérien ont-ils à cette occasion avancé ? Je me suis posé la question. On dirait le Sud. Le temps dure longtemps.

**Nouméa, 1<sup>er</sup> janvier 2010**

● PHILIPPE STIERLIN

(1) Selon l'OIP, organisation bénéficiant d'un statut consultatif à l'ONU, onze prisons françaises étaient suroccupées à plus de 200 % au 1<sup>er</sup> novembre.

# 6 La réforme managériale et sécuritaire de l'école

**Performance, concurrence, surveillance, c'est ce contre quoi, du « cœur de leur métier », des médecins, des psychologues, des magistrats, des journalistes, des enseignants et des chercheurs se sont élevés il y a un an en lançant l'Appel des appels. Ils dénonçaient les réformes des normalisateurs d'individus et de populations au pouvoir qui visent à « financiariser l'humain ». Des textes de différents participants ont été regroupés dans un ouvrage paru mi-novembre. Daniel Rome nous propose l'une des contributions\*, de Christophe Laval, membre du bureau de l'Appel des appels, sur l'école.**

L'école-entreprise, tel semble bien être l'objectif des nouveaux réformateurs de l'école à l'ère néolibérale et sécuritaire. Ne serait-il pas temps de faire de l'école une machine « efficace », de la soumettre à la saine pression concurrentielle du marché, à l'évaluation généralisée des résultats, à la surveillance numérique des élèves et des professeurs, au dépistage des comportements anormaux ? L'heure n'est plus à la démocratisation de la culture, elle est à la croissance de la productivité des enseignants et à leur mutation en hommes d'entreprise. La raison ultime de « la réforme de l'école », qui prétend à l'exclusivité, a un nom unique : la performance, le nouveau mantra des « modernisateurs ». L'école est désormais soumise à la logique économique globale de la compétitivité, dans ses fins, dans sa justification politique, dans ses catégories pratiques, dans ses formes d'organisation. Un nouveau mode de gouvernement de l'école s'impose qui touche au cœur du métier enseignant, qui affecte directement les rapports pédagogiques, qui modifie le sens des apprentissages et la nature de l'enseignement. Il est régi par un dispositif de concurrence et de surveillance, gage supposé de performance.

En France, ce nouveau mode de gouvernement de l'école n'est pas encore complètement identifié par les professionnels de l'enseignement et par les parents, encore moins par l'opinion. Qui lit en effet les rapports abscons et monotones des institutions internationales (OCDE, OMC, Banque mondiale, Commission européenne) où sont décrits pourtant avec précision les objectifs et les méthodes de la réforme managériale ? Cette méconnaissance tranche avec des pays plus « en avance » comme le Royaume-Uni ou les Etats-Unis par exemple, où les conséquences sur le terrain et dans les esprits se font sentir depuis plus longtemps (1).

Comprendre la nature du changement en cours n'a rien d'évident parce que nous avons affaire à des tendances dominantes, à des processus complexes et souvent contradictoires, à des réformes ponctuelles et successives, dont la cohérence d'ensemble est souvent masquée par des effets idéologiques anesthésiants. Plus troublant encore, ce nouveau régime scolaire tente de se donner une légitimité par la critique de l'ancien modèle d'école, inégalitaire et bureaucratique, traitant la population des élèves et des étudiants comme une grande masse que l'institution sélectionne, distribue dans des tuyaux étanches et finalement répartit dans des groupes socioprofessionnels remarquablement proches de ceux de leurs milieux familiaux d'origine.

Aux maux de cette école, les néoréformateurs entendent imposer une solution universelle qui a pour nom « l'école managériale » (2),

et qu'on pourrait aussi bien nommer « l'école entrepreneuriale ». Cette dernière n'a pas été tout inventée par les modernisateurs de l'école. Ils ne sont que les importateurs d'une rationalité globale qui a pour norme la concurrence du marché, pour modèle l'entreprise, et pour instrument le management de la performance (3).

Pourtant, la mutation de grande ampleur qui est engagée n'a pas toutes les vertus qu'on lui prête. Elle commence même à faire sentir des effets qui entraînent désarroi, lassitude mais aussi révolte et désobéissance du côté des enseignants. Il ne s'agit pas ici de « dénoncer » le cours nouveau pour mieux embellir l'ancien, mais de proposer un cadre d'analyse apte à rendre compte de ce qu'il a de singulier.

## Chapitres suivants :

- L'école devient une entreprise (presque) comme les autres
- Le sens des réformes en cours
- L'école du contrôle continu
- « En conscience, je refuse d'obéir » (Alain Refalo)

(1) On pourra se reporter à la description que nous en faisons dans *L'école n'est pas une entreprise*, La Découverte, Poches/La Découverte, 2004.

(2) C'est ainsi que l'ont nommée les sociologues anglo-américains. Cf. Sharon Gewirtz, *The Managerial School: Post-Welfarism and Social Justice in Education*, Routledge, 2001

(3) Cette « solution » est préconisée pour toutes les administrations et tous les services publics dans le cadre de la « Nouvelle gestion publique ». Cf. le texte de Pierre Dardot.

\* On peut lire l'intégralité de ce texte sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique Culture, et bien sûr dans l'ouvrage indiqué. On retrouvera également, sur le site, deux tribunes libres complémentaires parues dans *l'Humanité*, l'une de B. Calabuig, Brigitte Gonthier-Maurin et José Tovar « En même temps que l'histoire tout le système éducatif est mis en cause », l'autre de Plinion Prado « L'université, le soi et le marché contemporain ».